

Congrès du 23 septembre 2020

Allocution de la présidente

Chères et chers camarades,

Je me réjouis de vous accueillir ce soir et de vous souhaiter la bienvenue à l'occasion de ce congrès extraordinaire du PSN. Un congrès extraordinaire qui se tient il est vrai dans un contexte lui aussi extraordinaire. Un contexte où l'envie d'être très nombreux se heurte à la crainte de pas prendre trop de risques sur un plan sanitaire, un contexte où l'envie de débattre de manière conviviale, comme nous en avons l'habitude, est remplacée par une formule un peu plus formelle et peut-être un peu moins chaleureuse. Ceci, camarades, ne nous empêchera cependant pas de débattre ce soir d'un sujet cher à notre engagement socialiste, je veux bien entendu parler de parité, d'égalité, de représentativité, de société.

Mais en préambule, j'aimerais tout d'abord remercier l'équipe du secrétariat, et tout particulièrement Margaux, pour l'organisation de ce congrès ; Margaux qui a eu très à cœur de rendre ce moment convivial malgré tout. Vous avez de quoi vous désaltérer durant nos discussions et un verre de l'amitié, offert par le PSN, sera servi au terme de notre congrès en nous invitant bien entendu les un·e·s et les autres à veiller au respect des consignes sanitaires.

Camarades, nous allons débattre ce soir de parité et plus particulièrement du lancement d'une initiative cantonale visant à renforcer la présence des femmes en politique. Cela par une modification de la loi sur les droits politiques dans le but d'atteindre une représentation paritaire des genres sur les listes pour les élections au Grand Conseil.

En 1971, lorsqu'une majorité des citoyens hommes votants de ce pays ont enfin accordé le droit de vote aux femmes sur un plan fédéral, j'avais deux ans. Dans les propositions qui vous sont soumises aujourd'hui, qu'il s'agisse de la proposition initiale ou de sa variante par ailleurs, nous visons 2041 pour espérer le fait que la présence des femmes sur les listes électorales ne soit plus un sujet parce que d'ici là cela sera devenu une évidence. En 2041, camarades, au-delà du fait que j'aurai largement dépassé l'âge de la retraite, j'ai plutôt envie de relever qu'il se sera passé

70 ans depuis l'octroi du droit de vote des femmes sur un plan fédéral pour envisager des listes naturellement paritaires pour l'élection au Grand Conseil !

Cette petite mise en perspective du combat pour l'égalité hommes-femmes dans le temps, bien loin d'être exhaustive, est aussi une façon d'expliquer l'agacement qui peut être le mien lorsque j'observe, en particulier à droite de l'échiquier politique, un sourcil un peu excédé qui se lève quand on parle d'égalité. Agacement mais aussi perplexité quand j'entends, y compris dans nos rangs, des propos disant que l'égalité c'est bon, ce n'est plus un sujet, c'est acquis, cela alors même que tous les indicateurs de l'égalité, en politique comme dans le monde du travail, démontrent encore le contraire.

L'égalité hommes-femmes est au cœur du programme de notre parti depuis longtemps et reste aujourd'hui encore d'une flagrante actualité. Si notre parti se montre relativement exemplaire dans le domaine de la représentation des femmes dans ses rangs – par exemple en 2017 où les élu·e·s socialistes au Grand Conseil étaient à près de 60 % des femmes, si nos alliés Verts et Solidarité sont aussi assez exemplaires sur ce front, tel n'est pas le cas des autres partis en particulier ceux à droite de l'échiquier politique. Et camarades, la représentativité d'une société ne se limite pas à une représentation paritaire des hommes et des femmes de gauche.

En lançant une telle initiative, nous voulons donner un coup d'accélérateur à la représentation des femmes en politique. En encourageant les femmes à se mettre en liste, en forçant les partis à repenser leur recrutement et leur fonctionnement de manière à mieux intégrer les femmes.

Au-delà d'un pur principe de représentativité mathématique, certaines voix se demandent peut-être encore pourquoi c'est si important de renforcer la présence des femmes en politiques. L'autre soir, à l'occasion d'un débat organisé par les Femmes* socialistes neuchâteloises sur le thème du leadership au féminin, plusieurs élues ont rappelé toute l'importance d'avoir des modèles, de voir d'autres femmes s'engager et faire le pas. Et plus personnellement, j'ai l'intime conviction qu'une représentation paritaire des femmes dans le monde politique permettra aussi d'en modifier certains de ses codes et de finir par envoyer définitivement au placard certains stéréotypes de genre qui ont la vie dure. Le leadership

n'est pas seulement une qualité réservée aux hommes grands. Les finances publiques, la justice, la sécurité, le développement territorial, l'éducation ou encore la santé n'ont pas de genre. Hommes et femmes sont capables « d'entreprendre » tout comme de « prendre soin ». C'est de cette diversité qu'est faite notre société, c'est cette diversité qui doit se traduire sur un plan politique.

Le groupe socialiste a été et est particulièrement actif sur le sujet de l'égalité et notamment sur le thème de la représentation des femmes au niveau politique. A défaut d'évoquer tous les objets sur lesquels le groupe socialiste a travaillé, permettez-moi d'en évoquer un, important pour contextualiser le débat. En mars 2017, sous l'impulsion de notre camarade Baptiste Hunkeler, le groupe socialiste a déposé un postulat visant l'étude d'une modification de notre loi sur les droits politiques dans le but d'obtenir une parité parfaitement exacte, de résultat, par l'élection de 50 hommes et 50 femmes au Grand Conseil. Une proposition qui, à l'issue de longs travaux en commission, s'est vue refusée lors du vote d'entrée en matière ... refusée avec l'aide de quelques voix à notre gauche.

Immédiatement après ce débat, la commission législative du Grand Conseil a été saisie d'un projet de loi, déposé par les députés POP, visant l'introduction d'un quota d'hommes et de femmes sur les listes électorales, dès l'élection 2021. La commission législative du Grand Conseil a traité et analysé ce projet pendant plus d'un, avec à l'appui plusieurs avis juridiques, un an de travaux pour aboutir à un compromis, un compromis ciblant clairement l'augmentation voulue de la représentation des femmes en politique en visant je cite « au moins 30 % de femmes sur les listes électorales en 2021, 40 % en 2025 et 50 % en 2029 et 2033 ». Un compromis que le groupe socialiste soutenait, non sans pour certaines et certains le goût de quelque chose de pas assez ambitieux. Mais un compromis juridiquement tenable et qui permet d'aller vers l'objectif.

Ce compromis a volé en éclats lors du débat en plénum, notamment par l'arrivée d'un nouvel amendement du POP, un amendement – accepté par une majorité du Grand Conseil – réintroduisant la notion de quota d'hommes dès 2021 (comme si la représentation des hommes en politique était aujourd'hui un problème) et introduisant durablement dans la loi une notion de parité à 45 % d'hommes et de femmes laissant flotter un 10 % dédié potentiellement aux personnes non-binaires. Une intention louable

dans sa finalité mais une intention rigoureusement inadaptée aujourd'hui dans le débat en question, puisque les listes électorales sont intrinsèquement liées aux genres reconnus par l'État civil. Cela en a été trop pour le groupe socialiste, ou plutôt devrais-je dire que ce n'était pas assez, plus assez, comme si une fois encore la parité se voyait sacrifiée dans un débat qui se voulait très juridique mais qui a été finalement été très émotionnel. C'est la raison pour laquelle au final, le groupe socialiste a refusé la version finale amendée et que nous nous retrouvons ce soir pour « remettre l'ouvrage sur le métier » et lancer une initiative cantonale. Parce que, au-delà des mots, nous voulons des actes.

Camarades, je l'ai rappelé en introduction à mon propos. Le chemin vers l'égalité est long et sinueux. Oui aux virages et étapes nécessaires, mais camarades, non, la parité ne se marchande pas.

Au plaisir, camarades, de tenir ce soir ce débat avec vous toutes et tous !